

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

L'ordre du jour de la mini-ministérielle de Davos

Les membres clés de l'OMC se préparent pour ce qui est devenu le lancement traditionnel des pourparlers commerciaux mondiaux après le congé de Noël. Fidèle à la tradition, le ministre de l'Économie de la Suisse, M. Johann Schneider-Amman, a invité quelque 30 ministres du Commerce, parmi lesquels ceux des États-Unis, de l'UE, du Canada, de l'Australie, du Brésil et de l'Inde, à assister à la réunion informelle des ministres de l'OMC qui se tiendra le 28 janvier dans le cadre de l'Assemblée annuelle du Forum économique mondial qui se déroule du 25 au 29 janvier à Davos, en Suisse.

Selon des fonctionnaires suisses, les pourparlers de cette année se concentreront une fois de plus sur l'état de l'économie mondiale moribonde et sur la façon dont l'OMC peut l'aider à s'extirper de la crise actuelle. Des sources bien informées déclarent que les délibérations s'articuleront autour d'éventuelles façons d'aller de l'avant avec le système commercial multilatéral et de la nécessité de trouver un équilibre entre les pays développés et en développement, en tenant compte de leur importance relative dans l'économie mondiale.

Cette discussion émane des conclusions de la 8^e Conférence ministérielle de l'OMC (CM8) qui a eu lieu en décembre dernier, et au cours de laquelle le directeur général, M. Pascal Lamy, a exhorté les ministres du Commerce à « régler le problème fondamental qui est à l'origine de l'impasse actuelle: les divergences de vues sur ce qu'est un juste équilibre des droits et obligations dans le système commercial, entre des Membres ayant des niveaux de développement différents. »

Les ministres du Commerce devraient également engager la réflexion sur la façon de rendre opérationnelles les négociations plurilatérales comme nouvelle approche de négociation pour relancer le Cycle de Doha et le sortir de l'impasse.

Cette nouvelle approche subira le baptême du feu au cours des quelques prochaines semaines. Un groupe d'ambassadeurs a l'intention d'examiner la faisabilité d'un accord plurilatéral sur les services, hors du Programme de Doha pour le développement (PDD). Cette initiative, portée par l'Australie et les États-Unis, va permettre d'examiner comment les divers engagements en matière de services pourraient être fusionnés en un accord plus vaste, une idée que les « Amis des Services » comme il est convenu de les appeler, auxquels appartiennent des hauts fonctionnaires de l'Australie, du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'UE, de Hong Kong, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Pakistan, de Singapour, de la Corée du Sud, de la Suisse, de Taïwan et des États-Unis, projettent de soumettre à un remue-ménages au cours des quelques prochaines semaines.

Le groupe a tenu sa première réunion le 18 janvier à Genève, mais des sources ont déclaré que les pourparlers pourraient être repris par les ministres du Commerce présents à Davos, bien que l'on ne s'attende pas à ce que les délibérations qui se dérouleront débouchent sur des propositions concrètes.

« Ce qui s'est passé à la CM8, et ce qui était constructif, c'est que chacun est convenu que nous devons examiner de nouvelles voies pour les négociations », a déclaré l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, le 18 janvier.

Les États-Unis considèrent que les Services figurent parmi les principaux enjeux qui peuvent être examinés, et prétendent que l'initiative suscite un vif intérêt.

« On manifeste beaucoup d'intérêt pour le concept d'un accord plurilatéral sur les Services à l'heure actuelle. Par conséquent, en même temps que nous examinerons d'autres secteurs de pourparlers plus constructifs dans le cadre de Doha, l'un des secteurs auxquels nous souhaitons insuffler de l'énergie est l'étude de l'accord plurilatéral sur les Services », a ajouté le représentant adjoint au Commerce des États-Unis.

Il reste cependant deux questions : la première est la participation des économies émergentes, notamment le Brésil, l'Inde et la Chine, qui n'ont pas participé à la réunion des « Amis des Services » du 18 janvier et qui se sont ouvertement opposés à des approches plurilatérales comme moyen de faire avancer les négociations à la CM8, appelant expressément à des négociations de bas en haut continues, transparentes et inclusives.

L'autre question porte sur la façon dont cette initiative pourrait être menée dans le cadre des règles actuelles de l'OMC. Des sources affirment que l'on pourrait l'ajouter à l'annexe IV de l'Accord de Marrakesh de 1994, mais il faudra l'approbation de l'ensemble des membres de l'OMC, ou à l'article V de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) qui, quant à lui, pourrait empêcher que ceux qui ne sont pas partie à l'entente puissent profiter de l'accord.

Prochains événements

- Réunion informelle du Groupe de négociation sur l'AMNA, 24 janvier 2012
- Assemblée annuelle du Forum économique mondial, 25-29 janvier 2012, Davos-Klosters (Suisse)
- Conseil général de l'OMC, 14-15 février, 1-2 mai, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 21-22 mars; 20-21 juin, 26-27 septembre 2012

Genève en bref est publié par les **Producteurs laitiers du Canada**, les **Producteurs de poulet du Canada**, les **Producteurs d'œufs du Canada**, les **Éleveurs de dindon du Canada** et les **Producteurs d'œufs d'incubation du Canada**. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

